

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2022-527

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT RUE DOMITIENNE

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;
Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code de la Route notamment l'article L411-1 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;
Vu la demande en date du 10 Novembre 2022, par laquelle M. Vincent MARTIN, domicilié 35 rue de Nîmes – 30300 Jonquières Saint Vincent, sollicite une autorisation de stationner un camion pour réaliser l'élagage d'une haie de cyprès Rue Domitienne.
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour la sécurité des usagers de la Rue Domitienne;

A R R Ê T E

Article N°1 : M. Vincent MARTIN est autorisé à stationner un camion Rue Domitienne afin de réaliser l'élagage d'une haie de cyprès.

Le stationnement est interdit Rue Domitienne contre la haie de cyprès le Samedi 12 Novembre 2022 de 07h00 à 17h00.

Article N°2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le bénéficiaire.

Article N°3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article N°4 : Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 10 Novembre 2022
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

